Belgique - België
P.B.
2600 Berchem 1-2
BC 9924

Bureau de dépôt B-2600 Berchem 1-2
N° d'agréation P408982
Périodique paraissant 2x par an
ISSN 0771.470X

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

N° 371
3-4e trimestre 2019

1 Euro



www.internationalism.org
benelux@internationalism.org

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN BELGIQUE

FACE À LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT:

L'idéologie "verte" au service du capitalisme !

Multiplication des catastrophes climatiques, zones contaminées, destruction des forêts, coulées de boue rouge, pollution de l'atmosphère, disparition massive des espèces… Chaque jour, les catastrophes environnementales font les gros titres de l'actualité. Chacun de ces articles se conclut invariablement par un appel à la "détermination" des gouvernements pour sauver la planète ou à la responsabilité individuelle des "citoyens du monde" qui devraient correctement utiliser leur bulletin de vote. En bref : sauvez la planète avec l'État bourgeois ! Les récentes Marches pour le climat et les nombreuses mobilisations des jeunes n'ont pas dérogé à cette règle : si l'indignation des jeunes est palpable, l'absence totale de solution réelle aux problèmes environnementaux l'est également.

Le capitalisme détruit la planète

Il y a 170 ans, Friedrich Engels constatait déjà que l'industrie anglaise rendait l'environnement insalubre pour les ouvriers : *"La mortalité élevée qui sévit parmi les enfants des ouvriers, et particulièrement des ouvriers d'usine, est une preuve suffisante de l'insalubrité à laquelle ils sont exposés durant leurs premières années. Ces causes agissent également sur les enfants qui survivent mais évidemment leurs effets sont alors un peu plus atténués que sur ceux qui en sont les victimes. Dans le cas le plus bénin, ils entraînent une prédisposition à la maladie ou un retard dans le développement et, par conséquent, une vigueur physique inférieure à la normale".* (1)

En même temps qu'elle permettait un développement des forces productives, l'industrie a généralisé, partout où elle est apparue, une pollution toujours plus toxique et dangereuse pour la santé : "Dans ces bassins industriels, les fumées charbon*neuses deviennent une source majeure de pollution. (…) De nombreux voyageurs, enquêteurs sociaux et romanciers décrivent l'ampleur des pollutions occasionnées par les cheminées des usines. Parmi eux, dans son célèbre roman "Hard Times", Charles Dickens évoque en 1854 le ciel de suie de Coketown, ville fictive miroir de Manchester, où l'on ne voit que "les monstrueux serpents de fumée" qui se traînent au-dessus de la ville".* (2)

Le principal responsable d'une pollution qui ne date pas d'hier est un système social qui produit pour accumuler du capital sans se préoccuper des conséquences sur l'environnement et les hommes : le capitalisme.



Le capitalisme pollue déjà plus que 200 ans

L'épisode du smog de Londres en 1952 (3) a montré jusqu'où pouvait aller la pollution atmosphérique causée par l'industrie et le chauffage domestique, mais aujourd'hui, ce sont toutes les grandes métropoles du monde qui sont menacées par ces phénomènes de plus en plus permanents, au premier rang desquelles se trouvent New Delhi et Pékin. (4) L'un des secteurs les plus pollueurs est le transport maritime, dont l'activité et les coûts dérisoires sont deux conditions vitales du fonctionnement de toute l'économie mondiale. La destruction de l'environnement, des forêts aux fonds marins, tout comme les catastrophes industrielles répondent à cette même logique de rentabilité et de surexploitation à bas coût.

Ce n'est pas un secteur particulier de l'activité humaine, mais la société capitaliste comme un tout qui pollue sans se soucier des conséquences pour le futur.

Une réalité très inquiétante

Aux ravages causés, depuis deux siècles, par l'exploitation irresponsable des ressources naturelles engendrant la souillure des milieux naturels et la disparition croissante d'espèces et d'écosystèmes, les diktats de l'économie capitaliste et la loi du marché rendent la planète exsangue et l'air, saturé de particules nocives, irrespirable.

La pollution atmosphérique, par ses effets cumulatifs, de l'aveu des scientifiques, est aujourd'hui apocalyptique. N'en déplaise aux milieux "climato-sceptiques", soutenus par toute l'industrie chimique et pétrolière de la planète, les mesures scientifiques du recul des glaciers et banquises, de la hausse du niveau des océans vont toutes dans le même sens et ne laissent aucun doute sur la réalité du phénomène : du fait de l'augmentation du taux de CO_2 dans l'atmosphère, la température moyenne de la Terre monte inexorablement, entraînant une série de phénomènes climatiques imprévisibles dont les conséquences sur les populations humaines sont d'ores et déjà dramatiques dans certaines régions.

Autrement dit : l'ère industrielle du système capitaliste est aujourd'hui en train de menacer la civilisation d'une lente mais inéluctable chute dans la destruction et le chaos. D'ores et déjà, certaines régions du monde sont invivables pour des communautés humaines du fait des effets du réchauffement climatique et de la destruction de l'environnement. D'après une étude de la Banque mondiale, l'aggravation des effets du changement climatique pourrait pousser plus de 140 millions de personnes à migrer à l'intérieur de leur propre pays d'ici 2050.

Cette sinistre réalité, masquée en grande partie par le fait que le problème serait lié à un simple "manque de volonté politique" et à "l'égoïsme des consommateurs" insuffisamment "éclairés", engendre une inquiétude diffuse parfaitement compréhensible. À la question : "quel monde laisserons-nous à nos enfants ?", il n'y a pas de réponse bien optimiste. Il est donc tout à fait logique que les principaux intéressés (les enfants et les jeunes) soient les premiers à s'inquiéter d'avoir à passer toute leur vie dans un environnement de plus en plus dégradé, avec des conséquences climatiques qui s'annoncent terrifiantes.

Dans ce cadre, les "marches pour le climat", organisées avec force publicité et une grande couverture médiatique, ont cherché à répondre à cette inquiétude. Lorsqu'une jeune lycéenne suédoise a quitté son école pour manifester devant le parlement de Stockholm, elle a montré toute

(suite à la page 2)

TENSIONS IRAN - ÉTATS-UNIS

Le capitalisme, c'est le chaos et la barbarie !

Gaza, Liban, Syrie, Irak, Afghanistan, Yémen… la spirale infernale du chaos impérialiste ne cesse de plonger le Moyen-Orient dans la barbarie la plus profonde, concentrant sur cette région du monde ce que le capitalisme décadent a de plus ignoble. Après des décennies de déstabilisations, d'invasions, de guerres civiles et de toutes sortes de conflits meurtriers, c'est l'Iran qui se trouve à nouveau dans l'œil du cyclone. En 2015, sous l'ère Obama, l'Iran signait avec les membres du conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne, un accord visant à contrôler son programme nucléaire en échange d'une levée des sanctions économiques qui frappent le pays depuis des décennies. Soutenu par les "faucons" américains, le Premier ministre israélien et la monarchie saoudienne, Donald Trump n'a cependant cessé, depuis son arrivée au pouvoir, de dénoncer "le pire accord de l'histoire" avant d'annoncer, en mai 2018, que les États-Unis s'en retiraient définitivement. (1)

Depuis, les tensions et les provocations se sont multipliées de toute part. Les États-Unis ont ouvert le bal en rétablissant un embargo féroce. Un an plus tard, l'Iran menaçait de suspendre ses engagements en augmentant ses réserves d'uranium enrichi, déclenchant une nouvelle salve de sanctions. Quelques jours avant l'annonce de Téhéran, invoquant d'obscures "indications d'une menace crédible", les États-Unis déployaient dans le Golfe persique le porte-avions USS Abraham Lincoln et plusieurs bombardiers. Selon le New York Times, le Pentagone prévoirait de mobiliser pas moins de 120.000 soldats supplémentaires au Moyen-Orient. L'USS Arlington et le système de défense aérienne Patriot ont déjà pris la route du détroit d'Ormuz où transite une part importante de la production pétrolière mondiale.

Le 13 juin, un mois après le sabotage de quatre navires dans les mêmes eaux, la pression montait à nouveau d'un cran, suite à l'attaque de deux

(suite à la page 6)

sommaire

Lisez aussi:
La bourgeoisie anglaise tend à perdre le contrôle de son jeu politique
https://fr.internationalism.org

(suite de la première page)

L'IDÉOLOGIE "VERTE" AU SERVICE DU CAPITALISME!

l'absence de futur qu'elle ressentait. Invitée à la COP 24, à l'ONU, pour défendre son action, Greta Thunberg fait désormais figure de porte-étendard d'une génération qui prendrait conscience que son avenir est singulièrement mis à mal par la pollution et les dérèglements climatiques qui en résultent.

Une tentative de division entre "jeunes" et "aînés"

En apparence, on aurait pu se réjouir d'une mobilisation internationale qui poserait des questions sur le futur que la société nous réserve. En réalité, c'est tout l'opposé. On constate en effet que cette mobilisation est encadrée et fortement encouragée par une large partie de la classe dominante : des ex-ministres écologistes français Cécile Duflot et Nicolas Hulot à L'Humanité et Lutte Ouvrière, de Greenpeace au Secours catholique, etc. En définitive, partout en Europe, toute la bourgeoisie de la droite à l'extrême-gauche a soit soutenu, soit appelé à participer à la "Marche du siècle", comme ce fut le cas le 16 mars à Paris et un peu partout dans d'autres capitales ou grandes métropoles. En France, le syndicat SUD avait déjà appelé à la Marche du 8 décembre 2018, faisant en sus le lien entre climat et emploi : *"agir pour le climat, c'est agir pour l'emploi !"*, mettant en relation deux inquiétudes bien réelles de la jeunesse et appelant à la "grève scolaire" (à l'instar de Greta Thunberg) pour "l'urgence climatique".

Là où ce syndicat dévoile son jeu habituel de division, c'est quand, dans son communiqué ("Pour un printemps climatique et social"), il nous explique que *"face à l'inaction de leurs aîné(e)s, les collégien/(ne)s, lycéen/(ne)s et étudiant(e)s ont lancé un appel à la grève internationale pour le climat vendredi 15 mars"*. Autrement dit, il entérine, comme le font la plupart des organisations bourgeoises, l'idée que si la Terre se réchauffe, c'est parce que les "aînés" n'ont "rien fait" pour l'empêcher. La jeune génération serait, elle, bien plus "responsable", parce qu'elle "agit" : elle fait grève pour le climat !

En réalité, ce n'est ni une responsabilité particulière des "générations précédentes", ni les comportements individuels "irresponsables" en matière d'environnement ni la "mauvaise volonté" des élus ou le "poids des lobbies" qui génèrent la catastrophe environnementale que nous voyons poindre. Elle est le produit du capitalisme miné par ses propres contradictions internes. Le fait que ce système soit basé sur la concurrence brutale, le chacun pour soi et le profit, obsédé par le moindre coût, sans que cette logique soit ouvertement remise en cause, pousse autant la vieille génération que la nouvelle à subir les lois implacables de ce même système barbare. Autrement dit, la classe dominante, toutes générations confondues, dédouane le système capitaliste en putréfaction en créant un rideau de fumée pour masquer sa responsabilité directe.

L'objectif est donc de pousser la population dans les bras du gardien de l'ordre dominant, l'État capitaliste, qui devrait être à l'écoute des citoyens et s'orienter vers une politique écologique, "responsable", voire "anti-capitaliste".

En fin de compte, cette attaque idéologique, bien que globale, se porte particulièrement sur la jeune génération elle-même, puisque le but est d'empêcher toute solidarité entre générations, et plus encore, de cacher à ses yeux le vrai responsable des désastres. En opposant ainsi les "aînés" à la "jeunesse", derrière le slogan "on nous vole notre futur", la propagande capitaliste officie en arrière-plan afin de "diviser pour mieux régner".

Mais le syndicat SUD ne s'arrête pas là. Le but de cette mobilisation est selon lui très clair : "À l'appel de plus de 140 organisations, le 16 mars, nous marcherons ensemble pour exiger un changement de système de production et de consommation afin de limiter le réchauffement global à 1,5 °C. Pour cela, d'autres politiques publiques sont nécessaires qui associent les travailleurs et les travailleuses à la construction d'une société juste, solidaire et écologique qui réponde aux besoins sociaux et préserve les limites de la planète". SUD nous demande donc d'exiger "d'autres politiques publiques", et naturellement il s'adresse ici à l'État en lui demandant d'entendre la complainte de la jeunesse pour "une société juste, solidaire et écologique".

Pour ce syndicat, comme pour tous les organisateurs de la "Marche du siècle", la solution ne peut se trouver que dans l'État ; il faut juste qu'il écoute les citoyens. L'appel de Générations futures est encore plus clair : *"Nous devons renouveler la démocratie et contraindre les décideurs et décideuses à protéger les intérêts de toutes et tous plutôt que ceux de quelques un(e)s. Nous devons répartir les richesses pour obtenir la justice sociale, afin de garantir une existence digne pour chacun(e)".* (5)

Quand Greta Thunberg se plante devant le parlement de Stockholm pour manifester, elle demande en fait aux élus de l'État capitaliste suédois de faire "leur travail" en pensant à la jeunesse et à son futur ! C'est donc globalement un appel à voter : quand on demande à "renouveler la démocratie" et à mettre en place "d'autres politiques publiques", il n'y a pas d'autre choix que d'aller voter pour les "bons" candidats, ceux qui prendront au sérieux les aspirations "de la jeunesse". C'est oublier que les États sont les protecteurs de leurs capitaux nationaux dont la recherche frénétique de l'accumulation les laisse totalement indifférents aux conséquences catastrophiques que celle-ci engendre sur le milieu naturel. Nous avons donc affaire, derrière la légitime inquiétude que génère le changement climatique, à son instrumentalisation par toute la bourgeoisie internationale dans le but de mobiliser les jeunes dans l'impasse électorale ! Comme l'abstention ne cesse de progresser parmi les jeunes générations, fruit d'un discrédit croissant des institutions démocratiques bourgeoises, on comprend très bien que la classe dominante cherche un moyen d'inverser cette tendance, et que l'utilisation de la peur du changement climatique lui donne cette opportunité.

La jeunesse, un enjeu vital pour la bourgeoisie

Si le mouvement contre le réchauffement climatique vise principalement les jeunes lycéens et étudiants, c'est que, pour la bourgeoisie, la jeunesse représente une cible particulière. Dans tous les régimes totalitaires, les jeunes sont un enjeu fondamental, parce qu'ils sont prompts à se mobiliser, parce qu'ils ressentent très vivement toute menace sur le futur, parce qu'ils manquent d'expérience et sont donc plus facilement manipulables que les générations plus âgées.

La jeunesse est donc un enjeu, et dans les pays développés, la bourgeoisie veut en faire la "gardienne des principes démocratiques". Que ce soit aux États-Unis avec le mouvement "anti-armes", en Grande-Bretagne avec le mouvement "Extinction rebellion" ou en France à travers la "Marche du Siècle", la bourgeoisie cherche d'abord à mobiliser les jeunes autour des thèmes démocratiques, et à les isoler des aînés. Cette jeunesse qui s'alarme à juste titre pour son futur se retrouve ici dans le piège démocratique qui vise à en faire des "citoyens responsables" et à empêcher les jeunes prolétaires de se mobiliser sur un terrain de classe : pourquoi en effet défendre ses conditions de vie et de travail quand c'est l'avenir de toute l'humanité qui est menacé ?

L'appel à soutenir la démocratie bourgeoise est bien entendu une complète mystification. Ce n'est pas en appelant "les jeunes" à se mobiliser sur le terrain électoral (en particulier au profit des partis écolos ou les partis de gauche), ce n'est pas non plus en replâtrant l'édifice étatique ou en obligeant les élus à faire "leur travail" que l'on risque de changer le futur qui prend forme aujourd'hui.

L'écologie est une machine de guerre idéologique

Lorsque la bourgeoisie elle-même se préoccupe de la question du réchauffement climatique, il faut bien constater que son souci essentiel est de sauvegarder les conditions de la poursuite de l'exploitation et non de sauvegarder l'environnement. La préoccupation de la bourgeoisie est d'abord et avant tout de produire des marchandises en extrayant de la plus-value par l'exploitation de la main-d'œuvre salariée. On sait déjà tout le profit qu'elle a pu tirer de l'engouement autour de l'alimentation "bio" ou du "veganisme", qui polluerait moins et préserverait mieux l'environnement : les tarifs augmentant significativement dès que l'on achète de l'alimentation "bio", la fracture entre riches qui se nourrissent plus sainement et pauvres condamnés à la "malbouffe" ne fait que s'élargir, avec toute la culpabilisation de ceux qui continuent à acheter de la nourriture industrielle, la moins chère évidemment !

Pire, la bourgeoisie verdit cyniquement sa stratégie industrielle pour justifier les attaques contre la classe ouvrière et renforcer la guerre économique. La pollution atmosphérique et le réchauffement climatique qui s'ensuivent étant en grande partie le produit de l'utilisation des moteurs thermiques, la bourgeoisie européenne a ainsi posé la question du remplacement des voitures utilisant ce mode de propulsion par des véhicules "non polluants", électriques. C'est là une nouvelle escroquerie, car l'arrière-pensée qui se tapit derrière tout le scandale du "dieselgate" n'est pas et n'a jamais été le sort de l'humanité. Le gain pour les constructeurs pourrait au contraire être fort intéressant : selon certains scénarios, on pourrait ainsi, en Allemagne, réduire jusqu'à 16 % la main-d'œuvre de ce secteur industriel. Derrière le capitalisme prétendument "vert", il y a surtout beaucoup à gagner, même si la course au lithium pour fabriquer les batteries aura des conséquences lourdes pour l'environnement. Les risques de pollution causés par les batteries, si elles brûlent ou sont en fin de vie, ne sont pas à prendre à la légère.

De la même façon, au nom de la "fiscalité écologique", les taxes se multiplient partout dans le monde dans le cadre de la guerre commerciale entre les États, ou carrément sous la forme d'attaques directes contre la classe ouvrière. Là, comme ailleurs, l'écologie sert de masque à la course au profit et à faire accepter aux ouvriers les attaques au nom de la lutte contre la pollution. Ainsi, lorsque la nouvelle jeune égérie mondiale, Greta Thunberg, se fait écho de ce que la propagande lui martèle, à savoir qu'il faut abandonner notre "zone de confort" et donc faire des "sacrifices", la pollution étant censée provenir du résultat de notre surconsommation, du gaspillage, bref, provenir du "comportement irresponsable de tous", elle ne fait que justifier et donner des moyens supplémentaires aux discours idéologiques des États chargés de préparer les mesures anti-ouvrières à venir en créant non seulement un sentiment de culpabilité, mais en enfermant chacun dans la prison des "solutions" individuelles totalement stériles. Le système capitaliste produit comme s'il n'y avait aucune limite aux besoins, il produit parce qu'il a besoin de plus-value pour accumuler toujours plus de capital. C'est ainsi qu'il fonctionne, et vouloir le faire fonctionner autrement est une pure illusion. La seule possibilité d'agir efficacement, qui se présente aussi comme une nécessité vitale, c'est de le détruire afin de poser les bases d'une nouvelle société où le travail au sein de la société serait tourné vers les besoins de l'humanité sans entrer en contradiction avec la nature et notre environnement. Cela, seule la classe ouvrière peut le permettre par une révolution mondiale.

HD/20.04.2019

(1) Friedrich Engels, La situation de la classe laborieuse en Angleterre (1844).

(2) François Jarrige et Thomas Le Roux, La contamination du monde (2017).

(3) Le 5 décembre 1952 et pendant cinq jours, un brouillard causé par un anticyclone se mêle aux fumées de charbon causant 12 000 décès.

(4)"De Londres à Delhi, comment le smog a migré vers l'Est", Le Monde (17 novembre 2017).

(5) On peut encore signaler l'appel du Réseau Action Climat France : "Dans leur appel commun, les signataires demandent aux responsables du dérèglement climatique de prendre les mesures nécessaires pour limiter le réchauffement global à 1,5 °C, tout en garantissant une justice sociale".

Lisez également les articles sur le site-web:

http://www.internationalism.org



- *Tract international : Seule la lutte de classe internationale peut mettre fin à la course du capitalisme vers la destruction*
- *Sommet de Copenhague: pour sauver la planète, il faut détruire le capitalisme !*
- *Marxisme et Écologie : c'est le capitalisme qui pollue la terre*
- *Destruction de l'environnement : folie humaine ou folie du capital ?*
- *Tract international : le capitalisme menace la planète et la survie de l'humanité: seule la lutte mondiale du prolétariat peut mettre fin à cette menace*

Réunion Publique à Utrecht

"Seule la société communiste sans classes peut rétablir une harmonie avec la nature"

Venez discuter de ce sujet le samedi 19 octobre de 13h à 17h

CC Kargadoor, Oudegracht 36, 3511 AP Utrecht, Pays-Bas

Consulter notre site-web pour d'autres lieux (Lille/Paris/Londres/Berlin/...)

LE "DROIT" D'ASILE

Une arme pour dresser des murs contre les immigrés

Le capitalisme a rendu des régions entières du globe inhospitalières et invivables, de véritables enfers pour des populations martyrisées obligées de fuir. Après le pic de la "crise migratoire" en 2014/2015, les États les plus puissants ont décidé de réagir fermement pour tenter de dissuader les candidats à l'immigration devenus "trop nombreux". Durcissant leur arsenal policier et répressif, ils ont en grande partie "externalisé" le contrôle des frontières en sous-traitant la gestion des migrants à des acteurs très peu regardants sur les "méthodes" utilisées et les "conditions d'accueil". L'Union européenne (UE), par exemple, a sollicité la Turquie en 2016, moyennant quatre milliards d'euros, afin de freiner les migrants en les parquant à distance. Bon nombre d'entre eux croupissent encore aujourd'hui dans ces centres de rétention. Le "succès" de cette nouvelle politique migratoire s'est étendu plus récemment à d'autres États, notamment ceux d'Afrique du Nord. En Libye, les migrants sont victimes de conditions de détentions proprement inhumaines. Lorsque l'ONU a visité le centre de Zintan : *"654 migrants et réfugiés étaient alors détenus dans des conditions "équivalentes à des peines ou des traitements inhumains et dégradants" assimilables à "la torture", selon Rupert Colville (ONU), qui décrit en détail la sous-alimentation, les privations d'eau, les gens "enfermés dans des entrepôts surpeuplés empestant les ordures et les latrines bouchées""*. (1)

Aujourd'hui, dans l'attente d'un éventuel transfert en Turquie, des milliers de réfugiés sont également internés dans les îles grecques, dans des centres où les conditions d'internement sont effroyables : *"Les installations ne sont pas capables d'accueillir tous les réfugiés dans les îles. "*Dans le camp de Moria, il y a une salle de bain pour 100 personnes et une douche pour 300 personnes. Certains sont arrivés ici quelques jours après la mise en œuvre de l'accord, pouvez-vous vous imaginer vivre dans de telles conditions pendant deux ans ? Ces personnes ont perdu tout contrôle de leur vie", *dénonce Luca Fontana, coordinateur de Médecins Sans Frontières à Lesbos".* (2)

Autre témoignage : "*Le camp de Moria n'est pas fait pour les humains, estime le docteur Alessandro Barberio, psychiatre chez Médecins sans frontière. Même les personnes les plus équilibrées peuvent sombrer dans la folie. J'ai vu ici, souligne-t-il, les cas les plus graves et les plus nombreux de ma carrière. L'absence de réponses pour leur futur finit par les détruire. Traverser les procédures de demande d'asile des mois durant, tout en vivant dans ce cloaque empêche de dormir, pousse au désespoir ou au suicide".* De concert avec la surveillance maritime et des moyens policiers renforcés, c'est au prix de telles souffrances que la bourgeoisie peut cyniquement vanter les "succès" de ce qu'on pourrait qualifier de véritable forteresse. Sur les îles grecques que nous venons d'évoquer, le nombre d'arrivées aurait officiellement diminué de 97 % ! (3)

La barbarie déployée contre les migrants

Lorsqu'en 2014, au plus fort des combats en Syrie et en Irak, la "crise migratoire" a explosé, les grands pays démocratiques n'ont pas hésité à faire de grandes déclarations "humanistes", assurant qu'ils prendraient leur responsabilité pour venir en aide à ces millions de personnes fuyant leur pays au nom du sacro-saint "droit d'asile". L'Allemagne, la première puissance économique d'Europe, se présentait comme un véritable refuge en ouvrant les portes à quelques milliers de demandeurs d'asile arrivant d'Europe de l'Est. Bien que moins enthousiastes, toutes les autres grandes puissances européennes lui emboîtaient timidement le pas. Si pour préserver sa crédibilité, l'appareil politique bourgeois est contraint de faire mine de se soucier du sort des migrants par de beaux discours humanistes, sa pratique barbare démontre le peu de valeur que représente la vie humaine à ses yeux. Les gouvernements verrouillent les frontières, restreignent la circulation en instrumentalisant des peurs qu'ils alimentent, construisent des murs physiques et "administratifs" pour se protéger de la "peste" migratoire et de l' "invasion". C'est pour cette raison que le "progressiste" président français, Emmanuel Macron, pour qui l'accueil des migrants relève de *"la dignité de l'ensemble de nos pays, notamment de la France"* (4) fait patrouiller la marine nationale en Méditerranée pour repousser brutalement les migrants vers les côtes africaines. C'est aussi pour les mêmes raisons que les États européens, champions autoproclamés des "Droits de l'homme", financent des milices privées armées jusqu'aux dents aux frontières des pays africains. Alors que chaque pays accuse son voisin de ne pas en faire assez, tous mènent une politique ouvertement anti-migrants !

Ces derniers temps, la bourgeoisie pérore en affirmant, encore une fois, que la masse des migrants voulant venir sur le continent européen a fortement diminué. La classe dominante peut se féliciter : elle a mobilisé jusqu'aux douaniers (pourtant chargés du contrôle des flux de marchandises) pour effectuer ses plus sinistres tâches contre les migrants, notamment la surveillance des côtes et le flicage. Une telle situation, criminelle, ne fait que pousser les migrants à prendre toujours plus de risques, transformant la mer en cimetière où périssent atrocement chaque année des milliers de désespérés contraints de tenter leur chance sur des flottilles de fortune.

L'Agence européenne Frontex avait pourtant été officiellement créée pour *"secourir les migrants en détresse en Méditerranée"*. C'est avec des formules hypocrites de ce genre que la bourgeoisie de l'UE, comme nous l'avons déjà souligné, finance la Turquie d'Erdogan pour retenir dans les camps d'internement les migrants aux frontières syrienne et irakienne.

En septembre 2015, la commission européenne demandait aux États membres d'accueillir près de 100 000 personnes (ce qui n'est presque rien comparé à la masse des migrants). En mai 2018, à peine le 1/3 avait été accueilli. La France, "patrie des droits de l'homme", n'a atteint que 25 % de son objectif. Ce constat montre bien que les discours grandiloquents des principaux chefs politiques de la bourgeoisie, appelant à "l'esprit de responsabilité" et à la "solidarité", s'effacent derrière le calcul froid de chaque gouvernement visant à réguler le nombre de réfugiés en fonction des intérêts de chaque capital national et de la charge que cela peut faire peser sur l'État. De là, découle en partie les frictions et les divisions au sein de la bourgeoisie sur la question.

Un durcissement des mesures anti-migration

Tous les gouvernements durcissent jour après jour la politique déjà draconienne envers les migrants. En France, Macron mène une politique encore plus brutale que ses prédécesseurs, y compris Sarkozy et son discours anti-migrants nauséabond, comme en témoigne la loi "immigration et asile" adoptée en 2018 : accélération des procédures d'expulsion de plus en plus arbitraires, allongement des mesures de rétention, "vidéo-audience"… Le Ministre français de l'Intérieur a également fait passer une circulaire qui prévoit de recenser les migrants dans les centres d'hébergements. Cette circulaire est présentée comme le moyen de connaître les "publics" hébergés et de les orienter en fonction de leur situation. En réalité, cette politique, comme celles de tous les autres pays "civilisés" et "démocratiques", assimile les migrants à des troupeaux humains qu'il faut trier, parquer et refouler au maximum dans leur pays d'origine pour les exposer à nouveau aux ravages de la guerre, à la famine et aux maladies.



En Italie, la chambre des députés a adopté un décret-loi controversé, exigé par Matteo Salvini, Ministre de l'intérieur et chef de la Ligue (extrême-droite) durcissant sa politique d'immigration. Concrètement, le gouvernement italien réunira désormais les centaines de milliers de demandeurs d'asile dans de grands camps de concentration par mesure d'économie et généralise l'utilisation du pistolet électrique ! Toute expression de solidarité envers les migrants est présumée relever de l' *"aide à l'immigration clandestine"* et systématiquement punie par loi.

En Espagne, dès son arrivée au pouvoir en juin 2018, le gouvernement Sanchez avait accueilli "à bras ouverts" les 630 migrants de l'Aquarius et annonçait son intention de faciliter l'accès des sans-papiers aux soins. Près d'un an plus tard, le décret adopté en septembre 2018 n'est toujours pas appliqué dans l'enclave de Melilla. Pire, après l'annonce de ces mesures de pacotille, le gouvernement socialiste, sous prétexte de *"garantir la sécurité" l*e long des clôtures de Ceuta et Melilla, *"sans blesser"* les migrants, prévoit de remplacer les barbelés par un nouvel *"élément"*… qui élèvera la clôture de 30 %, la faisant atteindre 10 mètres de haut par endroits. C'est ce que le gouvernement qualifie de *"frontière plus sûre mais aussi plus humaine"* ! Par ailleurs, la présence de la Guardia Civil a été renforcée dans de nombreux points stratégiques, et ces derniers sont désormais équipés de détecteurs de rythme cardiaques mobiles afin de pouvoir *"localiser et neutraliser"* les migrants. Bien sûr, les autorités prétendent que ces mesures visent à *"assurer la sécurité des personnes, des installations et du public".*(5) En réalité, elles ne font que perfectionner la gestion policière et répressive. À Melilla, depuis février, près de 2 500 migrants ont été interceptés après la mise en place d'un dispositif permettant d'empêcher l'accès à la zone portuaire et l'installation de concertinas (des barbelés munis de lames de rasoir !).

Le "droit d'asile" existe bel et bien dans les grandes démocraties, parfaitement défini par les règles de la convention de Genève de 1951. Mais en réalité, l'élasticité de son contenu permet à n'importe quel État de le restreindre au maximum par tout un tas d'artifices juridiques et par une véritable barrière bureaucratique. Dans la pratique, ce droit n'est appliqué qu'au compte-goutte selon des critères ultra-sélectifs. La fonction de ce droit d'asile est avant tout idéologique. Elle sert à diviser les migrants entre, d'une part, une grande majorité "d'indésirables", taxés de "réfugiés économiques" venant "profiter" de droits coûteux sur le dos des travailleurs autochtones et, d'autre part, une infime minorité qui après avoir franchi une muraille administrative peut espérer l'asile. À travers ces quelques exemples, on voit bien que le droit d'asile n'est qu'une couverture idéologique, une hypocrisie des plus ignobles, permettant non seulement de justifier le flicage et la bunkerisation des États, mais de compléter en plus les murs physiques et les barbelés dressés contre les migrants par tout un arsenal bureaucratique tout autant infranchissable.

Les campagnes anti-migrants contre la classe ouvrière

La bourgeoisie des pays centraux du capitalisme ne se contente pas de repousser les migrants en dehors des frontières, elle instrumentalise le phénomène afin de porter ses attaques contre la conscience de la classe ouvrière à travers une propagande anti-migrants d'ampleur consistant à jeter la suspicion et la méfiance. Au nom de la "sécurité des citoyens", la classe dominante diffuse la peur de l'autre, de l'étranger, en exploitant le moindre relent xénophobe pour l'amplifier tout en se parant à la fois des vertus du droit et de la démocratie. Des débats télévisés sont consacrés un peu partout à des discussions sans fin sur le coût de chaque migrant ou sur le "droit du sol" de tel ou tel État. Bien souvent, les indemnités misérables accordées aux migrants sont cyniquement comparées aux maigres retraites ou aux bas salaires dévolus aux ouvriers. Un tel discours ne fait qu'attiser les divisions au sein même des exploités, attiser la méfiance et la concurrence sauvage entre les immigrés et les autochtones.

Les populistes ont ainsi beau jeu d'appeler à l'expulsion de tous les migrants et au rétablissement des frontières (les milliers de victimes de noyade dans la Méditerranée seront heureux d'apprendre que les frontières avaient disparues !). C'est le même discours en Italie, derrière les Salivini et consorts, le même discours de l'extrême-droite en Espagne, en Allemagne, en Pologne, en Hongrie et ailleurs.

Les mesures administratives, les "centres de tri", l'ensemble des mesures toujours plus barbares pour refouler sans ménagement des êtres humains vers les régions qu'ils ont fuies ont un bel avenir sous le règne du capitalisme décadent. Le prolétariat ne doit pas se faire d'illusions, le capitalisme devenu sénile ne peut que générer plus de chaos et d'insécurité. Ce sont des populations toujours plus nombreuses et massives qui devront tenter de fuir des régions toujours plus dévastées et inaptes à la simple survie. Les migrants ne sont pas les "concurrents" des prolétaires des pays "riches" mais des victimes du même système que celui qui les exploite et les précarise à la fois. Dans tous les pays les plus développés de la planète, la bourgeoisie ne cessera pas, d'ailleurs, de développer ses campagnes idéologiques infâmes afin de justifier une politique toujours plus inhumaine aux yeux du prolétariat.

Il est important de comprendre que le prolétariat est seul à pouvoir développer une véritable solidarité avec ceux qui sont en réalité ses frères de classe et non des "ennemis" ou des "menaces". Ce ne sont pas les migrants qui portent les attaques contre nos conditions de vie, mais bien le capital. Les "droits de l'homme" et le "droit d'asile" ne sont que des mensonges éhontés provenant de la bouche de ceux qui sont responsables de ces mouvements migratoires massifs. Les prolétaires n'ont pas de patrie, ceux exploités dans les pays développés comme ceux fuyant les horreurs du capitalisme. C'est une seule et même classe qui doit combattre ce système en pleine putréfaction.

Martine/27.06.2019

(1) « En Libye, le tragique bilan de la fermeture des ports italiens » RFI (15 juin 2019).

(2) « Les migrants relégués de l'île grecque de Lesbos », La Croix (18 décembre 2018)

(3) « La crise migratoire persiste dans l'imaginaire européen », Euractiv (20 féviers 2019)

(4) « L'arrivée de réfugiés est une opportunité économique », Le Figaro (7 septembre 2015).

(5) Extrait d'un communiqué de la Guardian Civil daté du 6 avril 2019

BELGIQUE: ECOLO/GROEN ET VLAAMS BELANG,

Les illusions dangereuses de

Les élections du 26 mai ont eu lieu depuis un certain temps déjà mais le résultat continue à alimenter les discussions politiques. La distribution des cartes politiques en vue de la formation des gouvernements fédéral et régionaux révèle une situation compliquée pour la bourgeoisie mais la campagne électorale et les résultats lui fournissent aussi matière à déclencher des campagnes mystificatrices intenses dans la période à venir. En effet, malgré leurs positions apparemment radicalement opposées, les vainqueurs des élections, Ecolo/Groen en Wallonie et à Bruxelles et Vlaams Belang en Flandre, mettront plus que jamais en avant leurs chevaux de bataille: les efforts pour mettre en œuvre la transition écologique pour Ecolo/Groen et l'orientation "notre propre peuple d'abord" dans le cas du Vlaams Belang.

Ainsi, les deux courants fournissent au capitalisme précisément des cadres de référence qui permettent de tromper les travailleurs en leur présentant de fausses formes de solidarité, comme par exemple la solidarité avec sa propre région, son propre peuple ou encore avec ses propres exploiteurs afin de sauver la planète. Cet article veut dénoncer les dangereuses illusions propagées par les partis concernés, Ecolo/Groen et Vlaams Belang, et expliquer comment les travailleurs peuvent s'armer contre celles-ci et y répondre en développant une véritable solidarité qui transcende toutes les frontières de race, de religion ou de nationalité: la solidarité de classe prolétarienne.

Ecolo/Groen: Des sacrifices inévitables pour la transition écologique

L'un des grands gagnants des élections est en effet Ecolo/Groen. Pour ce parti, la protection de l'environnement est primordiale et l'axe politique prioritaire est la transition écologique. Mais comment entend-il y parvenir? Vise-t-il un véritable «changement de système», comme cela a été constamment scandé au printemps dernier lors des manifestations massives des jeunes contre le réchauffement climatique?

C'est une illusion de croire que des politiciens au sein d'institutions de l'État bourgeois puissent prendre des mesures fondamentales en faveur de la protection de la terre. *«Cette sorte d'approche pour faire «pression» sur les gouvernements afin «qu'ils fassent quelque chose» est comme demander à un hacker de prendre soin de la sécurité informatique ou à un renard de prendre soin des poules»* (Le capitalisme menace la planète et l'humanité. Seule la lutte internationale du prolétariat peut y mettre fin, *Internationalisme* 370).

A la «pression» des jeunes, la bourgeoisie a répondu - cynique comme elle est - par une enquête en ligne dans laquelle on demande à chaque citoyen comment il pense pouvoir contribuer à la réduction des émissions de CO2. Ainsi, chacun peut réfléchir par lui-même à comment il pense pouvoir réduire son empreinte écologique. De cette façon, le problème écologique devient celui du citoyen individuel et celui-ci est invité à supporter des coûts supplémentaires pour l'environnement. En outre, la classe dirigeante profite du sentiment de culpabilité instillé pour intensifier encore les attaques économiques au nom de la protection de l'environnement (via la fiscalité «verte»).

L'un des plans d'Ecolo/Groen est d'instituer une taxe générale sur le carbone. L'industrie lourde et les producteurs d'énergie sont déjà assujettis à un système européen obligatoire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), en vertu duquel ils doivent acheter des quotas afin d'émettre du carbone. Si tous les autres secteurs qui émettent du CO2, comme les transports et l'agriculture, étaient également taxés avec une taxe carbone, cela représenterait plus de 2 milliards d'euros par an. Avec ces revenus, Ecolo/Groen pense pouvoir réaliser une partie de ses projets sans imposer des coûts supplémentaires aux citoyens. Comme si ces coûts pour les transporteurs ou les agriculteurs ne seraient pas payés directement (prix) ou indirectement (subventions publiques) par la population et donc principalement par les travailleurs!

Dans un rapport récent, le Bureau fédéral du Plan en Belgique a estimé les surcoûts pour la protection de l'environnement à 15 milliards d'euros jusqu'en 2030, et à 17 milliards d'euros pour la période 2030-2050. En outre, la Belgique est confrontée à la nécessité urgente de fermer ses centrales nucléaires et il est de notoriété publique qu'il y a un prix à payer pour cela: *«Il sera déjà très difficile de compenser la fermeture des centrales nucléaires par des alternatives»* (Thomas Wyns, expert climatique de la VUB). Si l'abandon du nucléaire est maintenu, des investissements substantiels seront également nécessaires pour mettre en place une production énergétique alternative à grande échelle.

Selon le gouvernement belge, des réductions de la consommation d'énergie ne peuvent aboutir à des économies de manière efficace. *«Quoi qu'il en soit, le défi climatique exigera des efforts importants dans les décennies à venir, et cela coûtera de l'argent. Il n'y a pas de solution magique que personne ne sentira. (...) La transition énergétique coûtera de l'argent aux consommateurs»*, a déclaré la ministre de l'Énergie, Marie Christine Marghem à la Chambre des représentants, en réponse aux questions de la députée socialiste Karin Temmerman (SPa). Selon elle, la hausse actuelle des prix de l'électricité n'est qu'un avant-goût de ce qui se passera dans quelques années, lorsque les centrales nucléaires seront définitivement fermées.

Pour présenter la transition écologique comme une intervention presque indolore, les économistes progressistes en arrivent à recourir aux solutions les plus ridicules, comme l'idée d'imprimer plus de monnaie. Ecolo/Groen est bien conscient que les plans pour la protection de l'environnement naturel sont difficiles à faire avaler s'ils sont coûteux pour la population. Et les écologistes n'hésitent donc pas à saisir des deux mains l'issue qui leur est suggérée: *«Pour sauver le climat, on doit juste imprimer de l'argent. C'est possible pour les banques, donc c'est certainement possible pour le climat»* (Bart Staes, eurodéputé vert). Évidemment, ce que notre député vert cache pudiquement, c'est que le sauvetage des banques en 2008 a coûté dix années d'austérité supplémentaire et beaucoup de sacrifices pour la classe ouvrière.

C'est le capitalisme qui détruit la nature

La pollution de l'environnement et le réchauffement climatique ne sont pas fondamentalement causés par certains secteurs de l'industrie, par l'agriculture ou par les transports. Ils ne sont pas non plus occasionnés par le citoyen individuel, mais par le système existant: le capitalisme. C'est bien le mode de production dominant qui est à la base de la détérioration dramatique actuelle de notre cadre de vie. Le capitalisme, surtout dans la période de décadence, est devenu un véritable désastre pour l'humanité et pour tout ce que celle-ci a édifié au cours de l'histoire.

C'est parce que *«le processus de la production capitaliste est dominé par le profit. Pour chaque capitaliste, la production n'a de sens et de but que si elle lui permet d'empocher tous les ans un «bénéfice net»… Mais la loi fondamentale de la production capitaliste…n'est pas simplement la poursuite d'un profit tangible, mais d'un profit toujours croissant….La plus grande partie du profit obtenu devient du capital nouveau et sert à élargir la production. Le capital s'amoncelle ainsi… et –condition première aussi bien que conséquence de l'exploitation- la production capitaliste s'élargit indéfiniment».* (*Ce que les épigones de la théorie de Marx ont fait* ; Critique des Critiques ; Chapitre I, Rosa Luxembourg). L'expansion et l'accumulation du capital, l'accumulation pour l'accumulation, sont les forces motrices du développement capitaliste. Pour ce besoin continu d'expansion et de production accrue, tout doit faire face et cela mène à une surexploitation sans précédent de la nature. Pour démarrer la production, il faut mobiliser la main-d'œuvre et les matières premières. Pour réaliser la production, le résidu doit être éliminé dans le sol, la mer ou l'air. Ce cycle sans fin ne peut être brisé que par la révolution mondiale de la classe ouvrière et l'édification d'une société dans laquelle seules des valeurs d'usage sont produites pour les besoins sociaux de l'humanité.

Quelle est la position d'Ecolo/Groen sur cette question? Le discours est radical, évoquant la nécessité d'une *«rupture avec le modèle productiviste, consumériste et capitaliste»* (*«Autrement, ensemble, pour tous!»* 27-01-2015). Un représentant au parlement de la région bruxelloise voit même en Ecolo un parti qui *«remet fondamentalement en cause le système capitaliste»* (*«Je suis absolument anticapitaliste»*, Kalvin Soiresse Njall, 29-04-2019). Mais le capitalisme en tant que mode de production est-il ici vraiment remis en question? Ne s'agit-il pas plutôt d'un radicalisme verbal visant à nous endormir avec de belles paroles? Quand Ecolo/Verts place le productivisme, le consumérisme et le capitalisme sur le même pied, il réduit au fond le capitalisme à rien de plus qu'une des manifestations du système existant, qui, lui, n'est pas remis en question. De cette façon, il est facile de lancer des déclarations ronflantes, mais qui sont en fait totalement creuses.

L'utilisation d'un tel langage radical permet à Ecolo/Groen de camoufler la dangereuse mystification qui vise à lier les travailleurs au système: dans le combat contre la crise climatique, le capitalisme pourrait apporter une solution à condition que des sacrifices communs soient réalisés. Il suffirait en effet de transformer l'économie capitaliste en économie verte. Mais l'économie capitaliste «verte» d'Ecolo/Groen est un leurre, qui n'arrêtera ni ne réduira la pollution mondiale croissante de la nature et le réchauffement climatique (1). Et quelles que soient les mesures prises - efficaces, moins efficaces ou totalement inutiles - la classe ouvrière paiera toujours la note. Affirmer que la transition écologique peut se faire sans sacrifices supplémentaires est pure affabulation.

Le PVDA/PTB (Parti des Travailleurs Belges) serait probablement pleinement d'accord avec cela. En effet, ce parti bourgeois de gauche soutient aussi que le capitalisme est la cause de l'attaque systématique contre la nature: *«Le problème du climat est un problème du système, le système capitaliste (...) qui ne reconnaît que la loi du marché»*. (Mathilde El Bakri, députée de la PVDA/PTB de la Région bruxelloise ; 12-11-2018). Mais à lire la solution proposée par cette députée, cela ne semble soudain plus si radical: il suffirait que *«l'actuel mode de pensée capitaliste soit remplacé par un mode de réflexion planifié»* (Id.). Pas un mot sur une révolution mondiale, pas de destruction de l'État capitaliste, pas de dictature du prolétariat, mais simplement un changement dans le mode de pensée des planificateurs politiques, et qui sont-ils autres que le patronat et l'État capitaliste?

Le Vlaams Belang fait des émigrés les boucs émissaires pour la barbarie capitaliste

Un autre grand vainqueur des élections est le Vlaams Belang. La montée du Vlaams Belang à partir de 2014 sous la présidence de Tom van Grieken repose sur les mêmes piliers que ceux qui ont rendu possible la montée des différents partis populistes ailleurs en Europe: un repli sur le terrain nationaliste, voire régionaliste, à travers une campagne enragée contre les étrangers, le rejet des élites politiques corrompues et la prétendue défense du «propre peuple».

Cette orientation confirme ce qu'avançait Teun Pauwels en 2011, à savoir que le Vlaams Belang était devenu entre-temps quasiment *«un prototype de parti populiste. Outre le nationalisme ethnique, la xénophobie, les valeurs éthiques conservatrices et l'approche «law and order», la rhétorique populiste antipolitique est également devenue l'une des composantes de son idéologie. Le parti prétend maintenant être le porte-parole de l'homme de la rue qui n'est plus écouté par la Rue de la Loi »* (« Populisme en Flandre », Teun Pauwels, Société & Politique, septembre 2011).

Comme d'autres partis populistes, le Vlaams Belang n'est pas seulement radicalement contre les migrants mais il est aussi catégoriquement en faveur des «gens de chez nous ». Selon Tom van Grieken, nous devons fermer nos frontières, non pas en premier lieu *«par haine pour les gens de l'extérieur de nos frontières, mais par amour pour les gens à l'intérieur de nos frontières»*. La migration constituerait une menace pour la prospérité de la Belgique, qui est le fruit du travail acharné des générations précédentes. Et cette prospérité doit être préservée. Car *«nulle part ailleurs en Europe, un peuple ne permet que sa prospérité soit pillée à une telle échelle»*. (Wouter Vermeersch, tête de liste en Flandre occidentale).

Le Vlaams Belang prétend s'engager énergiquement pour défendre activement les intérêts matériels (économiques) des «gens de chez nous». *«Ce gouvernement dépense 7 milliards par an pour de nouveaux arrivants des quatre coins du monde, mais laisse crever ceux à qui nous devons notre système de sécurité sociale»* (Tom van Grieken). Le programme électoral du Vlaams Belang prévoit désormais une pension minimale de 1.500 euros, une réduction de la TVA sur l'électricité de 21 à 6% et une augmentation du revenu mensuel de 125 euros net par personne. En outre, il souhaite ramener l'âge de la retraite à 65 ans et accorder une pension après une carrière complète de 40 ans.

L'impact financier des plans du Vlaams Belang a également été calculé par le bureau du Plan. Au total, ces plans coûteraient plus de 10 milliards d'euros, avec pour résultat que la dette publique (états fédéraux et régionaux réunis) augmenterait de 8,7 %. La dette publique représente actuellement déjà 104% du produit intérieur brut (PIB), ce qui fait de la Belgique l'un des rares pays d'Europe occidentale à avoir une dette publique supérieure à 100% (seulement 53% du PIB aux Pays-Bas). Il semble donc que le Vlaams Belang promet des châteaux en Espagne car les plans proposés, tout comme ceux du gouvernement populiste italien (2), sont largement trop coûteux et donc irréalisables.

Selon le Vlaams Belang, *«l'ouverture des frontières et la sécurité sociale ne vont pas de pair »* (Tom van Grieken). Et comme, pour le Vlaams Belang, la sécurité sociale des «gens de chez nous» est une exigence fondamentale, c'est aux émigrés d'en payer le prix. Les nouveaux émigrés ne pourront plus accéder automatiquement à la sécurité sociale. Le Vlaams Belang propose de créer une caisse de sécurité sociale distincte pour la «sous-classe» des migrants. Ces personnes devraient alors verser leurs cotisations de sécurité sociale dans un fonds distinct et ne recevoir après un certain temps leurs allocations que de ce fonds. S'il y a moins de cotisations sociales qui rentrent dans la caisse, tout le monde recevra automatiquement une allocation inférieure.

Afin de pouvoir réaliser son programme socio-économique pour «les gens de chez nous», les étrangers «illégaux» et les nouveaux arrivants doivent en fait se voir refuser l'accès à la «sécurité sociale». Après que la N-VA a présenté un projet visant à déplacer la décision concernant les migrants du niveau fédéral vers le niveau des régions (*«La Flandre doit pouvoir choisir pour elle-même à qui et à combien de personnes nous accordons le droit de séjour»*), le Vlaams Belang propose d'arrêter totalement l'immigration en Flandre pendant au moins dix ans. Selon le parti, cette mesure offrirait un «répit» (sic) pour édifier la Flandre de demain.

Le populisme flamand affiche la primauté de «son propre peuple»

Le précurseur du Vlaams Belang, le Vlaams Blok, a déjà été condamné par les tribunaux bourgeois en raison de ses déclarations xénophobes. En 2004, la Cour d'appel de Gand a statué que le Vlaams Blok est une association qui *«incite sans cesse à la haine et à la discrimination»*. En effet, *«les publications du Vlaams Blok montrent clairement qu'il utilise systématiquement le mécanisme du bouc émissaire pour attiser les sentiments de haine et de discrimination parmi la population»* («Le Vlaams Blok incite à la xénophobie», Inge Ghijs, 22 avril 2004). Afin de ne pas se discréditer, les autres partis avaient déjà mis en place un «cordon sanitaire», ce qui ne les a pas empêchés d'œuvrer activement à la construction de la «Forteresse Europe» contre les réfugiés.

Or, l'immigration est aussi ancienne que l'humanité. Lors de la préhistoire, les gens étaient obligés de faire de grands voyages à la recherche de régions où ils pourraient subvenir à leurs besoins. L'immigration est également inextricablement liée aux temps modernes, ainsi qu'au capitalisme. Depuis l'introduction du système capitaliste au XVIe siècle, les gens des pays centraux d'Europe ont erré dans le monde entier, la période la plus importante étant celle des cent ans entre 1814 et 1914, où un total de 50 millions de personnes ont émigré vers le Nouveau Monde pour «tenter leur chance là-bas».

L'immigration est également une caractéristique de la classe ouvrière. L'ouvrier au sein du capitalisme est *«obligé de se déplacer sans cesse, toujours à la*

LES VAINQUEURS DES ÉLECTIONS

l'idéologie verte et du populisme

recherche d'une occasion, d'un endroit pour vendre sa force de travail. Être un salarié implique d'être obligé de se déplacer sur de longues et de courtes distances, et même de se déplacer dans d'autres pays ou continents, partout où un ouvrier peut vendre sa force de travail… En d'autres termes: la classe ouvrière, de par la nature des conditions du capitalisme, est une classe de migrants» (CCI online- décembre 20: *La migration économique et les réfugiés de guerre dans l'histoire du capitalisme*).

Le projet du Vlaams Belang de fermer complètement la Flandre à l'afflux de migrants pendant dix ans est farfelu et tout aussi irréaliste que la suppression des frontières. Pour les gens en détresse (mortelle), aucune mer n'est trop haute et aucun désert trop large. Ils fuient vers une Europe sûre parce que leur terre natale est le théâtre d'une guerre sans merci entre les différentes puissances régionales et mondiales. Ils fuient vers le Nord parce que leur milieu de vie est devenu inhabitable en raison de l'avancée de la désertification, en grande partie causée par les émissions massives de CO_2 dans les pays industrialisés.

La politique ségrégative du Vlaams Belang, la politique d'exclusion de tous ceux qui sont différents, vise également les «holebis » et les transsexuels parmi les «gens de chez nous». Mais au sommet de sa liste se trouvent les musulmans extrémistes, les *«fruits pourris qui rendent Molenbeek misérable, qui ne sont là que pour profiter de la sécurité sociale et qui tentent d'imposer une forme extrême d'islam»* (Tom van Grieken). Pour reprendre les termes du Vlaams Belang, il faut les «éliminer». L'exclusion des personnes dans le besoin, la politique du «chacun pour soi», stimulent la division et ne font qu'accroître la barbarie du capitalisme en déclin.

Cinquante ans après l'abolition de la ségrégation raciale dans les États du sud des États-Unis, trente ans après l'abolition de l'apartheid en Afrique du Sud, le Vlaams Belang envisage d'introduire une nouvelle ségrégation: celle entre autochtones et allochtones. Et comment en Flandre distinguer les étrangers des «gens de chez nous»? Pas en fonction de la couleur de la peau, puisqu'il n'y a pas que des flamands blancs mais aussi des flamands «colorés», sans parler de la «racaille» d'Europe de l'Est si méprisée par le Vlaams Belang? En obligeant les «vrais flamands» à arborer un Lion flamand sur leur col? Ou en démontrant des «racines flamandes pures» jusqu'à la troisième génération?

L'idéologie de l'exclusion, la recherche de boucs émissaires, la xénophobie sont les piliers de l'idéologie du Vlaams Belang.

En réaction, les gauchistes (LSP, PVDA/PTB), se référant à la lutte antifasciste des années 1930 (3), tentent de nous mobiliser derrière des campagnes anti-populistes. Mais ces mouvements de protestation contre le Vlaams Belang n'ont qu'un seul but: dévier les travailleurs de leur propre terrain de classe pour mieux les lier à la défense de la démocratie, l'autre visage du même système d'exploitation de la nature, d'exclusion des «nouveaux venus» et d'attaques contre nos revenus qui ne cessent de diminuer.

L'impuissance de la bourgeoisie à apporter une solution

Immédiatement après les résultats des élections, divers partis ont souligné qu'il sera très difficile de démêler le nœud fédéral et que la formation du nouveau gouvernement sera ardue. *«Après ce débat, j'ai le sentiment que la formation d'un gouvernement sera encore plus difficile qu'elle ne l'était déjà»* (Carl Devos, Professeur de sciences politiques). *«Celui qui arrive avec ce résultat à constituer un gouvernement belge qui correspond logiquement à ce qui a été voté en Flandre et en Wallonie, mérite le prix Nobel. C'est tout simplement impossible»* (Bart de Wever N-VA). Dans la semaine qui a suivi les élections, des voix s'élevèrent pour réclamer de nouvelles élections.

Ces difficultés de la bourgeoisie ne profitent-elles pas à la classe ouvrière? Non! Dans la période actuelle de décomposition, les revers de la bourgeoisie ne signifient généralement rien de bon pour la classe ouvrière. Pour la seule raison que la bourgeoisie peut retourner les conséquences de cette décomposition, comme le chacun pour soi (4), contre les travailleurs. C'est aussi l'une des raisons pour lesquelles il est important que la classe ouvrière suive de près les développements politiques de la classe dirigeante. De fait, elle doit contrer les efforts de la bourgeoisie pour la mobiliser derrière sa politique à travers les mystifications comme «les efforts nécessaires pour protéger le climat» (Ecolo/Groen) ou «la défense de la sécurité sociale pour les citoyens flamands» (Vlaams Belang).

En exacerbant les divergences de positions en son sein, la bourgeoisie cherche constamment à appâter la classe ouvrière pour l'inciter à choisir l'un ou l'autre camp bourgeois. Pour cette dernière, il est donc de la plus haute importance de démasquer les belles paroles et d'éviter ainsi de tomber dans le piège de la bourgeoisie. Il n'y a qu'une seule règle pour les travailleurs: ne pas se laisser entraîner sur un terrain bourgeois ou petit-bourgeois, mais rester sur leur propre terrain par la défense commune de leurs intérêts matériels et de leurs propres objectifs comme classe indépendante contre le capital. Ce n'est qu'ainsi que la classe ouvrière peut exprimer une véritable solidarité de classe contre toute forme de fausse solidarité des fractions bourgeoises.

Les vainqueurs des élections ne nous présentent pas seulement des plans qui ne peuvent pas être réalisés, ils essaient aussi d'entraîner les travailleurs dans de fausses formes de solidarité. Ecolo/Groen utilise la crise climatique pour pousser les travailleurs à exprimer, en tant que citoyen, leur solidarité avec leurs exploiteurs afin d'essayer «d'écologiser» l'économie. De même, le Vlaams Belang utilise la question de la «sécurité sociale» pour appeler tous les Flamands à exprimer leur solidarité avec les «gens de chez nous» contre les «étrangers» qui mettraient en danger ce système. Face à cela, il existe une solidarité inclusive totale, qui ne fait pas de distinction selon la race, la couleur, l'origine, etc., et ne connaît pas de frontières. Cette solidarité est exprimée par la classe ouvrière, la classe qui, sur la base de sa solidarité globale et internationale, met fin à toutes les classes.

Ces «solutions» alternatives se situent parfaitement dans la ligne de celles des partis traditionnels qui ont constitué les derniers gouvernements: les socialistes, les libéraux et les démocrates-chrétiens avec comme Premiers ministres du premier, le socialiste Di Rupo et du second, le libéral Michel, auquel participait aussi la N-VA. Ces derniers ont également encouragé la solidarité avec l'État national et réduit les dispositions sociales en excluant de plus en plus de catégories. En définitive, cela démontre fondamentalement l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes essentiels posés par le capitalisme.

Une grand partie des électeurs ont émis un vote rejet: *«Tout est mieux que les partis qui ont gouverné précédemment»*, ont-ils pensé. Lors des prochaines années, ces mêmes personnes arriveront à la conclusion que le Vlaams Belang et Ecolo/Groen aussi ne peuvent pas changer la donne. Les élections ne modifient pas les problèmes fondamentaux du capitalisme (5). Pire: la voix des partis radicaux ne fonctionne que comme un exutoire. Cela souligne une fois de plus combien l'électeur atomisé, prisonnier de la logique démocratique (6), ne peut qu'exprimer le désespoir et l'impuissance.

Dennis /15.07.2019

(1) Écologie: piège, mystification et alternatives (*Internationalisme* n°. 358 - 2e trimestre 2013).

(2) Le gouvernement italien veut injecter plus d'argent dans l'économie, par exemple par des réductions d'impôts, comme le suggère Salvini de Lega Nord, ou un revenu de base pour lequel Luigi Di Maio s'active. Mais aux yeux de Bruxelles, le gouvernement italien dépense beaucoup trop d'argent emprunté. Et comme il ne respecte pas les règles budgétaires et le plafond de la dette, la Commission européenne souhaite que des sanctions soient prononcées.

(3)Voir: «Existe-t-il un danger fasciste?» (R*évolution Internationale* –n° 429). Et aussi : "Journée de discussion été 2013: la perspective est-elle similaire à celle des années 1930? (*Internationalisme* n° 360 - 1er trimestre 2014).

(4) Dans la phase de décomposition, à la suite du blocage de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat, la société capitaliste transpire de tous ses pores : *«la marginalisation, l'atomisation des individus, la destruction des rapports familiaux, l'exclusion des personnes âgées, l'anéantissement de l'affectivité et son remplacement par la pornographie…. En bref : l'anéantissement de tout principe de vie collective au sein d'une société qui se trouve privée du moindre projet, de la moindre perspective »*.Voir : «thèses: la décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste» (*CCI :online*)

(5) Lire "Les élections sont un piège pour la classe ouvrière " (*Révolution Internationale* n°. 433 - juni 2012).

Aussi: " L'avenir n'est pas dans le bulletin de vote mais dans la lutte de classe" (*Internationalisme* n°. 331, april- juni 2007).

Ainsi que: "Élections et démocratie: l'avenir de l'humanité ne passe pas par les urnes" (*Révolution Internationale* n°. 463, mars-avril 2017).

(6) Tout seul dans l'isoloir, le citoyen est confronté au choix de quelque chose de totalement abstrait, de tout à fait en dehors de sa vie quotidienne. " les exploités n'ont rien à gagner en participant au grand cirque électoral où chacun d'entre nous se retrouve atomisé, impuissant, isolé... précisément dans l'isoloir." ("Élections présidentielles: Quelles leçons pour les travailleurs?" *Révolution Internationale* n ° 432, mai 2012)

CCI - site-internet



A lire sur notre site Internet : fr.internationalism.org

- **Dossier mouvement des "Gilets Jaunes"**
- **Le Brésil entre dans la tourmante**
- **L'émigration dans le cadre de la décomposition capitaliste**
- **Pourquoi les prolétaires doivent défendre leur autonomie de classe?**
- **Crise du Brexit: les divisions de la bourgeoisie n'aideront pas la classe ouvrière**
- **Amérique du Sud: l'autonomie du prolétariat pour lutter contre l'alternative trompeuse "démocratie ou dictature"**
- **"Droit d'asile": Léon Trotsky et "la planète sans visa"**
- **Résolution sur la situation en Grande-Bretagne (janvier 2019)**
- **Bande dessinée: "Algues vertes, l'histoire interdite"**
- **Le legs dissimulé de la gauche du capital (V): Le débat : conflit brutal pour la bourgeoisie, moyen indispensable de clarification pour le prolétariat**
- **Manifestations massives dans les rues de Hong Kong: les illusions démocratiques sont un piège dangereux pour le prolétariat**
- **La bourgeoisie profite des faiblesses du prolétariat pour l'attaquer plus fortement**
- **Mort de Steve Maia Caniço: La terreur de l'Etat n'a pas de limites**

Documents du 23e Congrès du CCI

Nous publions sur notre site web un ensemble de documents relatifs aux travaux du 23e congrès du CCI, à savoir des rapports ratifiés (ou des extraits de ceux-ci) et des résolutions adoptées. Nous joignons également à cet ensemble de documents un rapport d'actualisation sur la décomposition qui avait été ratifié au 22e congrès du CCI et servant de cadre à certains rapports du dernier congrès.

Sera également publiée ultérieurement une prise de position du CCI sur les travaux de ce congrès.

Visitez le site web du CCI : https://fr.internationalism.org/content/9920/rapports-et-resolutions-du-23e-congres-du-cci

- **Résolutions sur la situation internationale : Conflits impérialistes, vie de la bourgeoisie, crise économique**
- **Résolution sur le rapport de force entre les classes**
- **Rapport sur la lutte de classe**
- **Rapport sur l'impact de la décomposition sur la vie politique de la bourgeoisie**
- **Rapport sur la décomposition aujourd'hui du 22e congrès du CCI**
- **Rapport sur la question du cours historique (à paraître plus tard)**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

INTERNATIONALISME

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

(suite de la première page)

TENSIONS IRAN - ÉTATS-UNIS

tankers norvégien et japonais que Trump attribuait à l'Iran en dépit des dénégations de ces derniers. (2) Une semaine plus tard, l'Iran abattait un drone américain accusé d'avoir survolé le territoire iranien. Dénégation, cette fois, de Trump qui lançait aussitôt ses bombardiers avant de se raviser à la dernière minute. Et tout cela au milieu des invectives, des menaces et des déclarations belliqueuses ! (3)

De toute évidence, Trump, qui ne s'embarrasse même plus des mystifications de rigueur sur la guerre "propre" et "humanitaire", joue la stratégie de ce qu'il a lui-même nommé : la "pression maximale", l'armée américaine n'ayant pas intérêt à ouvrir un nouveau front. Mais force est de constater que tous les ingrédients d'un dérapage guerrier sont réunis : une stratégie qui a fait la preuve de son inefficacité face à la Corée du Nord, des troupes prêtes au combat des deux côtés de la frontière, des va-t-en-guerre cyniques au sommet de l'administration américaine comme de l'État iranien… La stratégie très audacieuse de la "pression maximale" est surtout celle du risque maximum de guerre !

L'affaiblissement du leadership américain

Trump peut bien jouer les gros bras avec ses déclarations à l'emporte-pièce, ces tensions sont en réalité la manifestation très claire de l'affaiblissement historique du leadership américain. Lors de ses aventures militaires en Irak (1990 et 2003) et en Afghanistan (2001), l'Amérique a pu faire la démonstration de son incontestable supériorité militaire, mais elle a également fait étalage de son impuissance croissante à maintenir un minimum de stabilité dans la région et à obliger ses alliés de l'ancien bloc occidental à resserrer les rangs autour d'elle. Cet affaiblissement devait finalement déboucher sur l'incapacité des États-Unis à engager leurs forces terrestres en Syrie, laissant le champ libre à leurs rivaux régionaux, au premier chef desquels se trouvent la Russie mais également l'Iran.

Téhéran a ainsi pu s'ouvrir un véritable corridor militaire à travers l'Irak et la Syrie, jusqu'à son allié historique, le Hezbollah libanais, suscitant l'ire de son principal concurrent arabe dans la région, l'Arabie saoudite, et d'Israël qui a déjà mené des raids aériens contre les positions iraniennes en Syrie. De même, au Yémen, théâtre d'une guerre des plus atroces, l'Iran décrédibilise très sérieusement l'Arabie saoudite, principale puissance militaire de la région et pivot de la politique américaine au Moyen-Orient.

Dans ce contexte, l'ancien président Obama ne pouvait que se résigner à négocier un deal avec Téhéran : les États-Unis permettaient à Téhéran de se rebrancher à l'économie mondiale si l'État iranien acceptait de réfréner ses ambitions impérialistes, notamment par l'abandon de son programme nucléaire. Obama avait aussi derrière la tête une vieille stratégie de déstabilisation consistant à desserrer, par l'ouverture économique, l'emprise de la bourgeoisie locale sur sa population et susciter ensuite des révoltes pour renverser le régime en place.

Encore embourbés en Afghanistan, confrontés à des alliés européens qui traînent de plus en plus les pieds, les États-Unis sont désormais contraints de s'appuyer davantage sur leurs alliés régionaux pour mener à bien leur politique d'endiguement de l'Iran. C'est la raison pour laquelle Trump a récemment multiplié les gages de soutien en direction d'Israël et de l'Arabie saoudite : fourniture massive d'armes à l'Arabie saoudite dans sa guerre au Yémen, reconnaissance de Jérusalem comme capitale de l'État hébreu, soutien de Trump au prince héritier saoudien après l'assassinat de l'opposant Jamal Khashoggi… Si les décisions musclées et spectaculaires de Trump répondent à des besoins tactiques immédiats, cette stratégie ne fera, de toute évidence, qu'accélérer davantage le processus de contestation du leadership américain, en général, et le chaos au Moyen-Orient, en particulier.

"Populiste" ou "progressiste", la bourgeoisie sème le chaos

S'il est clair que la bourgeoisie américaine vise l'écroulement du régime des mollahs, elle demeure néanmoins divisée sur la manière de procéder. L'entourage de Trump est en partie constitué de va-t-en-guerre notoires voire, à l'image de son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, de cow-boys sans foi ni loi à la gâchette facile. Bolton s'était, en effet, déjà illustré par son ardeur en faveur de l'invasion de l'Irak sous la présidence de Bush junior. L'Iran et ses ambitions impérialistes sont désormais ses cibles. Voici ce que ce responsable de la politique étrangère américaine écrivait déjà en 2015 dans le New York Times : *"La vérité qui dérange, c'est que seule l'action militaire (…) peut accomplir ce qui est nécessaire. (…) Les États-Unis pourraient faire un travail minutieux de destruction [des installations nucléaires iraniennes], mais seul Israël peut faire ce qui est nécessaire. Une telle action devrait s'accompagner d'un soutien vigoureux des États-Unis à l'opposition iranienne, en vue d'un changement de régime à Téhéran"*. (4) On ne pourra pas reprocher à Bolton de ne pas avoir de la suite dans les idées, ni d'être un hypocrite ! Pas un mot, pas une once de compassion pour ceux qui se trouveront sous les bombes américaines et iraniennes.

Mais les ambiguïtés et décisions contradictoires de Trump, au-delà des gesticulations irréfléchies du personnage, s'expliquent aussi par le fait qu'une partie de la bourgeoisie américaine,



plus consciente de l'affaiblissement des États-Unis, demeure attachée à la méthode plus habile d'Obama. Trois élus républicains de la Chambre des représentants, dont leur chef de file, Kevin McCarthy, ont ainsi dû signer un communiqué qui appelle le gouvernement, en chœur avec le parti démocrate, à réagir de manière plus "mesurée" face à l'Iran. Mais la "mesure" dont parlent ces politiciens bourgeois n'est évidemment qu'un synonyme de "contorsions" car les États-Unis se trouvent face à un dilemme insoluble : soit ils encouragent l'offensive de leurs rivaux en n'intervenant pas directement, soit ils alimentent encore plus la contestation et le chaos en déployant leurs troupes. Quoi qu'ils fassent, les États-Unis ne peuvent échapper, comme toutes les autres puissances impérialistes, à la logique et aux contradictions du militarisme.

Des grandes puissances aux groupuscules fanatiques, des puissances régionales aux richissimes pétro-monarchies, les vautours sont assoiffés de sang ! Uniquement préoccupés par la défense de leurs cupides intérêts impérialistes, ils ne se soucient guère des cadavres qui s'amoncellent, des innombrables réfugiés jetés sur les routes, des villes en ruine, des vies broyées par les bombes, la misère et la désolation. Tous ces fauteurs de guerre vomissent chaque jour les mots hypocrites de "paix", de "négociation" ou de "stabilité", mais la barbarie extrême qui s'enracine toujours davantage témoigne de la putréfaction de leur système : le capitalisme.

EG/ 01.07.2019

(1) Alléchés par l'aubaine d'un nouveau marché à conquérir, les autres pays signataires, y compris européens, ont tenté de maintenir l'accord avec l'Iran. En représailles, Trump a menacé de sanctionner les entreprises qui ne respecteraient pas le nouvel embargo américain, ce qui a sensiblement contenu les velléités européennes.

(2) À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'origine de l'attaque est sujette à caution. Si l'Iran a parfaitement pu chercher à envoyer un message à Trump, vu la tradition de manipulation des grandes démocraties (comme en témoigne encore l'invention des "armes de destruction massive" irakiennes), il n'est pas à exclure que les États-Unis ou un de leurs alliés aient organisé un coup pour faire davantage monter la pression.

(3) Les tensions ne cessent, encore aujourd'hui de croître : Téhéran vient d'annoncer avoir franchi le seuil de réserve d'uranium prévu par l'accord de 2015 et Israël a de nouveau bombardé des positions iraniennes en Syrie.

(4) "To stop Iran's bomb, bomb Iran", The New York Times, (26 mars 2015). Traduit par nous.

Contact:

www.internationalism.org

email:

benelux@internationalism.org

nos positions

● Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

● La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

● Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc.., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

● Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

● Toutes les idéologies nationalistes, d' " indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc.., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

● Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex-" communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

● Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

● Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

● Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

● La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

● L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

Notre activité

● La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

● L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

● Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

Notre filiation

● Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.